

Chères et Chers Lecteurs,

La Rédaction d'INFOS Hebdo vous souhaite ainsi qu'à vos proches d'excellentes fêtes et ses meilleurs vœux pour la nouvelle année. Nous serons heureux de vous retrouver le 8 janvier...

Amitiés,

Robert del Picchia



MONDE

Copenhague. « *La bonne nouvelle, c'est que les discussions continuent, la mauvaise nouvelle, c'est qu'on n'a pas conclu* ». Déclaration de Nicolas SARKOZY ce vendredi. Qu'est-ce qui bloque ? « *Un pays comme la Chine a du mal à accepter l'idée d'un organisme de vérification* », qui porterait atteinte, à leurs yeux, à la souveraineté de leur pays a-t-il expliqué. « *L'Inde a du mal à accepter un objectif de limitation des émissions de carbone (...) et puis il y a des positions caricaturales d'un pays comme le Soudan* ». Il a notamment salué le fait que Barack OBAMA accepte la perspective de financements innovants pour une aide aux pays en voie de développement à hauteur de 100 milliards de dollars « *à partir de 2020* ». « *L'Europe est parfaitement unie. Toute une partie de l'Afrique (...) est tout à fait sur nos positions. Les Etats-Unis d'Amérique sont sur des positions très proches des nôtres* », a-t-il résumé.

Grande-Bretagne – Israël : les tensions. La Grande-Bretagne ne pourra pas jouer de « rôle actif dans le processus de paix » au Proche-Orient si Londres ne prend pas des mesures pour empêcher des hauts responsables israéliens d'être poursuivis par la justice britannique. Cette mise en garde a été lancée par le ministère des Affaires étrangères israélien à la suite d'un mandat d'arrêt émis par un tribunal britannique lancé contre l'ancienne ministre des Affaires étrangères Tzipi LIVNI, menacée de poursuites. Mme LIVNI, actuelle chef de l'opposition, a annulé le voyage qu'elle devait faire en Grande-Bretagne. A l'origine du mandat : une plainte pour son rôle durant une opération militaire israélienne dans la bande de Gaza il y a un an.

Les Etats-Unis et la Pologne sont d'accord. Signature sur le futur statut régissant le stationnement de troupes américaines sur le sol polonais (Sofa), qui ouvre la voie au déploiement dans ce pays de missiles américains Patriot. Un responsable américain de la Défense avait confirmé en octobre que les Etats-Unis envisageaient de déployer en 2010 en Pologne, de façon non permanente, ces missiles.

Le prochain sommet Afrique-France se tiendra en mai en France et non plus en Egypte comme prévu initialement afin d'éviter la présence du président soudanais Omar el-BECHIR, visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour crime contre l'humanité, a confirmé l'Elysée.

13^{ème} sommet de la Francophonie. En Suisse (à Montreux) du 22 au 24 octobre 2010.

Chantage à la fraude. La Suisse va suspendre le processus de ratification de l'accord de double imposition signé en août par Paris et Berne, à la suite du vol de données à la banque HSBC récupérées par la France, a annoncé le ministre des Finances Hans-Rudolf MERZ. « *On prend acte du fait que cette ratification, parce qu'elle représente un changement notamment culturel important pour la Suisse, peut nécessiter de leur part un délai de réflexion supplémentaire* », assure Bercy.

EUROPE

Fonctionnaires européens : la grogne sur les salaires. Ils réclament une augmentation de 3,7% prévue dans leurs statuts. Les présidents des groupes PPE et R&D au parlement européen, Joseph DAUL et Martin SCHULZ, estiment qu'il faut leur accorder puisque la hausse est statutaire, mais envisagent de revoir à terme les règles applicables aux hausses de salaires, en particulier pour les plus hauts.

Auditions des commissaires européens : faire ses preuves. Les candidats désignés par la Hongrie et la Bulgarie pour devenir commissaires européens doivent s'attendre à des auditions difficiles devant les eurodéputés en janvier, ont prévenu des responsables du Parlement européen. Les interrogations concernent la Bulgare Roumiana JELEVA et le Hongrois Laszlo ANDOR. Mme JELEVA a suscité des interrogations dans son pays en raison de son manque d'expérience. Quant à M. ANDOR, il a été mis en cause pour sa proximité avec l'ancien régime communiste de Budapest.

Catherine ASHTON va faire un tour au Proche-Orient. Le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a annoncé devant le Parlement européen cette prochaine visite, « avec pour objectif principal de rencontrer les principaux acteurs des deux côtés, afin de voir de quelle manière l'Union européenne peut aider ».

La cohabitation de Lisbonne. L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne n'entraîne pas la fin de la Présidence tournante. C'est l'Espagne qui l'assurera dès le 1^{er} janvier. Va donc s'instaurer une cohabitation avec le Président du Conseil européen, le belge Herman Van ROMPUY. Ce dernier a rencontré à Madrid le président du gouvernement espagnol José Luis ZAPATERO pour trouver un modus vivendi entre les deux parties. Cette « première » va servir de fondement aux présidences semestrielles suivantes.

Mobilité en Europe. Près de 20 millions de ressortissants étrangers vivaient dans les pays de l'UE en 2008, soit 3,9% de la population totale, et les deux plus importantes communautés sont la turque et la marocaine, révèle l'office statistique Eurostat. Plus de 11 millions de ressortissants des pays de l'UE vivaient par ailleurs dans un autre pays que le leur, soit 2,3% de la population totale de l'UE. L'Allemagne est le pays de l'UE qui compte le plus d'étrangers. Ils étaient 7,2 millions en 2008, soit 8,8% de la population totale. Selon Eurostat, les plus fortes communautés de Français expatriés dans un autre pays de l'UE se trouvent en Belgique (130.000) et au Luxembourg (26.000).

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Savoir faire et faire savoir. La France va aider le Bénin à constituer une liste électorale permanente informatisée, pour contribuer à l'ancrage de la démocratie au Bénin, a annoncé le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Bernard VALERA. Cet accord « s'inscrit dans le cadre de l'appui apporté, à la demande du Bénin, par les partenaires techniques et financiers à la constitution d'une liste électorale permanente informatisée », a-t-il précisé.

Réforme de Wall Street. La Chambre des représentants américaine a approuvé un projet de loi plus d'un an après la crise de l'automne 2008, qui avait précipité l'économie des Etats-Unis dans la crise et failli anéantir le système financier du pays. La réforme doit encore être approuvée par le Sénat, où aucun vote n'est attendu avant 2010.

Chili. Le candidat de droite Sebastian PINERA arriverait en tête au 1^{er} tour de la présidentielle avec 44,67% des voix, et devrait disputer le 2nd tour le 17 janvier face au centre-gauche Eduardo FREI.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Burqa par-ci Burqa par-là. « La République à visage découvert ». La formule est de Xavier DARCOS. Une ligne « prudente », soutenue par Matignon, qui limite l'interdiction aux mairies, préfectures, bureaux de poste, à la Sécurité sociale, transports en commun... Elle n'intervient pas sur le port de la burqa dans la rue, objet de controverses juridiques intenses. « Une interdiction globale serait difficile à défendre devant la Cour européenne des droits de l'homme ». Jean-François COPE, président du groupe UMP à l'Assemblée, juge cette loi indispensable. Le Président du Sénat est plus prudent. Il ne faut pas légiférer trop vite, dit Gérard LARCHER.

Le grand emprunt. Présentation par le Président de la République. 35 milliards d'euros au total. Mais l'Etat n'aura en réalité qu'à emprunter 22 milliards d'euros. La différence - 13 milliards d'euros - provient des sommes remboursées par les banques à l'Etat. 5 priorités d'avenir : Enseignement supérieur et formation ; Recherche ; Soutien à l'industrie et aux PME ; Développement durable ; Passage à l'économie numérique. En contrepartie, les dépenses de fonctionnement de l'Etat devraient être réduites de 800 millions à un milliard d'euros en contrepartie du grand emprunt, a déclaré le ministre du Budget, Eric WOERTH.

Les nouveaux entrepreneurs. Les mineurs d'au moins 16 ans pourront bientôt créer leur entreprise. Confirmation du Premier ministre lors d'une réception pour célébrer la 500.000^{ème} création d'entreprise en 2009. Cette mesure avait été annoncée par le président en septembre.

Simple rappel à la loi à Julien DRAY... Il ne sera pas renvoyé en correctionnelle dans l'enquête sur des mouvements de fonds suspects sur ses comptes et ceux d'associations dont il est proche. Le PS, qui ne l'avait pas soutenu, devra se prononcer sur sa réhabilitation au Parti : Julien DRAY a bien l'intention d'être sur la liste de Jean-Paul HUCHON pour les régionales. Il sera tête de liste dans l'Essonne. Le « rappel à la loi », appliqué aux parlementaires, souligne leur devoir d'exemplarité...

François FILLON hausse le ton. Le Premier ministre a répondu aux critiques de son ministre de la Défense, Hervé MORIN, Président du Nouveau centre, soulignant qu'en créant ce parti, en 2002, « nous avons accepté d'aller les uns vers les autres ». Le président du Nouveau Centre, parti allié à l'UMP, avait estimé dimanche que « l'UMP, c'est le RPR d'hier pour l'essentiel ». « Ça n'a aucun sens, nous n'allons pas faire le chemin à l'envers » répond le chef de l'Etat.

Valéry GISCARD d'ESTAING veut une pensée qui revit. L'ancien président de la République a assuré que le sigle UDF, que se disputent le MoDem et le Nouveau Centre, lui appartenait « probablement », en tant qu'auteur en 1976 d'un livre intitulé « Démocratie française » qui avait servi de base à la constitution du nom de la formation centriste. Interrogé par TV5 Monde à déterminer quelle formation politique est la plus à même de revendiquer l'héritage de l'UDF, l'ancien chef de l'Etat se refuse à « faire de la petite politique ». « Ce qui m'intéresse c'est de savoir si cette pensée revit. Si elle revit et si elle offre des chances d'utilité, elle peut reprendre le sigle de l'UDF », dit-il.

Le NPA seul contre tous ? Le parti dirigé par Olivier BESANCENOT ne fera pas d'alliance au 1^{er} tour des régionales dans la plupart des circonscriptions. C'est le conseil politique national du parti qui en a décidé à 70%. Lors du vote des 8.000 adhérents début décembre, le parti était apparu très partagé. Le texte adopté met donc fin à la possibilité d'un accord national avec les partenaires de la gauche radicale, mais maintient les discussions unitaires dans un « petit tiers de régions », celles où le PCF a décidé de partir avec le PS, comme en Bretagne. Des « fusions techniques » seront possibles au 2nd tour avec les partis de gauche, mais sans participation aux exécutifs.

Ancien parlementaire et ancien ministre, chargée d'une nouvelle mission. Christine BOUTIN, conseillère générale (UMP), présidente du Parti chrétien-démocrate, chargée d'une mission sur la « dimension sociale de la mondialisation ».

Sondages. Le président de la République a perdu un point de popularité en un mois à 42%, tandis que les mauvaises opinions passent à 53% (+ 1). Le Premier ministre, François FILLON, en gagne un à 49% de points de vue positifs, alors que les opinions négatives diminuent de 3 points à 42%, dans un sondage BVA pour Orange, "L'Express" et France Inter. Par ailleurs, pour les élections régionales de mars, 41% des personnes déclarent vouloir « qu'un candidat de gauche soit élu ». Elles sont 35% à souhaiter la victoire d'un candidat de droite. Un taux important de 24% ne se prononce pas.

La palme de l'humour gouvernemental. Classement par l'Express sur la base d'un vote de 33 des 37 ministres. C'est Roselyne BACHELOT, ministre des Sports et de la Santé, qui l'emporte, avec 11 voix. En 2^{ème} position : Xavier DARCOS, avec 7 voix. Le plus grand « gaffeur » selon eux : Bernard KOUCHNER, avec 10 voix, qui devance de 2 voix son ancienne secrétaire d'Etat, Rama YADE. La palme du « meilleur ministre » revient haut la main à Christine LAGARDE, 18 voix.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Incompatibilité des fonctions ministérielles et politiques ? Le groupe socialiste veut établir une interdiction du cumul de fonctions : un ministre ne pourrait plus occuper de poste au sein d'un parti politique. La proposition fait suite aux critiques à l'encontre d'Eric WOERTH, qui est à la fois ministre du Budget et trésorier de l'UMP. Rappelons que le gouvernement est l'émanation de la majorité parlementaire de l'Assemblée nationale. Le groupe socialiste souhaite « préciser le contenu de l'article 23 de la Constitution qui interdit le cumul d'une activité ministérielle avec les emplois privés ou publics » car « manifestement, ces principes méritent d'être précisés ».

Changement de statut de La Poste. Report de la date de transformation de La Poste en société anonyme du 1^{er} janvier au 1^{er} mars 2010. La gauche a réitéré son opposition farouche au projet qu'elle voit comme une première étape vers une privatisation. Les discussions en séance publique se poursuivront tout au long de la semaine. Le vote solennel devrait intervenir le 22 décembre et la Commission mixte paritaire n'est pas attendue avant le 12 janvier.

Sénat

Les circonscriptions législatives voyagent... Après l'adoption accidentelle - et controversée - de l'amendement déposé par un sénateur communiste supprimant l'article unique du projet de loi portant délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (dont les 11 Français de l'étranger), le Sénat a confirmé, en conférence des présidents, que le projet de loi retournait à l'Assemblée nationale. Il est déjà inscrit à l'ordre du jour le 12 janvier. Une partie du groupe centriste avait, par erreur, voté en bloc en faveur de cet amendement communiste qui supprimait l'article unique du projet de loi, pensant voter pour le texte dans sa totalité.

Réforme territoriale : 1 sur 4. Le Sénat a adopté le premier des quatre projets de loi composant la réforme territoriale, un texte écourtant les mandats des conseillers généraux et régionaux pour ouvrir la voie aux conseillers territoriaux qui les remplaceront en 2014.

CONSEIL DES MINISTRES

Projet de loi : Régulation bancaire et financière.

Décret. Relèvement du salaire minimum de croissance.

Communications. La taxation des bonus et le renforcement du système de garantie des dépôts bancaires. / La lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. / La recherche de défense au service de l'innovation technologique. / La politique muséale de l'Etat en région.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Les effectifs de l'Etat 1980-2008 : SEGUIN donne une mauvaise note à l'administration.

Les effectifs de l'ensemble de la fonction publique française ont augmenté de 36% entre 1980 et 2008, soit 1,4 million d'agents supplémentaires. Présentant ce rapport, le Premier président de la Cour des comptes, Philippe SEGUIN, a déclaré que malgré une progression de seulement 14%, « *l'Etat a été très loin d'être exemplaire, parce que la progression en apparence modérée des effectifs de l'Etat masque son incapacité à s'adapter aux réformes de l'action publique qu'il a lui-même décidées* ».

Stabilité des prix à la consommation en novembre par rapport au mois précédent (+ 0,1%) mais sont repartis à la hausse sur un an (+ 0,4%) après.

Le SMIC minimum. Le salaire minimum sera revalorisé de 0,5% au 1^{er} janvier, passant de 8,82 euros par heure à 8,86 euros, en l'absence de coup de pouce supplémentaire décidé par le gouvernement et « *en application du minimum légal et des règles d'arrondi* », a indiqué l'entourage du ministre du Travail. Depuis le 1^{er} juillet 2009, le SMIC s'élève à 1337,10 euros bruts mensuels (ou 1.051 euros net environ) pour 35 heures hebdomadaires. Il passera donc au 1^{er} janvier à 1343,77 euros bruts par mois pour 35 heures hebdomadaires.

Impôts : les autres mesures du budget.

- Donations en franchise d'impôt : les donations aux petits-enfants vont être exonérées d'impôt jusqu'à l'âge de 80 ans, au lieu de 65 ans aujourd'hui. Les bénéficiaires devront avoir plus de 18 ans.
- Frais de timbre pour les passeports : réduction de 3 euros, à 86 euros, pour les demandeurs qui fournissent eux-mêmes leur photo.
- Fiscalisation des indemnités journalières pour les accidents du travail : taxe à hauteur de 50%, alors que la majorité avait prévu, à l'origine, une fiscalisation intégrale.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

VEDRINE le diplomate. Hubert VEDRINE a regretté que le ministère des Affaires étrangères soit « *trop affaibli financièrement* », alors que le « *rapport investissement/qualité* » de cette administration est « *impressionnant* ». Le ministère n'a plus de « *gras* », a averti celui qui fut à sa tête de 1997 à 2002. Or à ses yeux, à l'heure où « *l'interconnexion des crises est exceptionnel* », il faut se garder de « *réduire la capacité d'analyse à long terme* » d'un Etat. Regrettant que « *la plupart des ministères veuillent s'occuper des affaires étrangères* », le plus souvent au détriment du Quai d'Orsay, M. VEDRINE a appelé que « *le travail de diplomate est un vrai métier, très compliqué* ».

Parlez-vous français ? Rapport 2009 sur l'emploi de la langue française de la Délégation générale à la langue française. La tendance se confirme : sous l'effet de l'élargissement de 2004, on assiste à un renforcement de l'anglais et à une érosion de notre langue, et, plus encore, des autres langues.

http://www.dglf.culture.gouv.fr/rapport/2009/rapport_Parlement09.pdf

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Jean-Paul II bientôt béatifié. Benoît XVI doit donner ce samedi son feu vert à la béatification de Jean-Paul II. La cérémonie pourrait avoir lieu le 16 octobre 2010 à Rome, jour anniversaire de l'élection du pape polonais, en 1978. Commence alors la reconnaissance du « *miracle* » nécessaire à la béatification. Pour Jean-Paul II, il existe en la personne d'une religieuse française, Marie-Simon-Pierre, 48 ans, guérie en 2006 d'une maladie de Parkinson.

Moins souvent, mais plus fort... Baisse de la délinquance générale, mais hausse des violences. La délinquance générale a baissé de 2,52% en novembre 2009 par rapport à novembre 2008, malgré une hausse continue des violences (3,88%), selon l'Observatoire national de la délinquance.

Cher Paris. Le projet de budget 2010 de la Ville de Paris, d'un montant de 7,4 milliards d'euros, a été adopté par le Conseil de Paris. Il est marqué par une hausse des taux des quatre impôts directs de 8% dont le maire (PS) Bertrand DELANOE a assuré qu'elle serait « *la dernière de sa mandature* ». La majorité municipale (PS, Verts, PCF, PRG, MRC) a voté pour, l'UMP et le Centre et Indépendants votant contre.

L'addition plus salée ! Les prix ont légèrement augmenté dans la restauration en novembre (+0,1%), limitant la baisse enregistrée après la baisse de la TVA depuis le 1^{er} juillet à moins de 1,4% selon Bercy. M. NOVELLI a relevé que depuis 10 ans, l'indice des prix dans la restauration avait augmenté plus fortement que l'indice général des prix, +26,6% contre + 18,5%.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Le 4^{ème} mobile. C'est, comme attendu, le fournisseur d'accès à Internet Free (Iliad) qui a remporté la quatrième licence de téléphonie mobile. Free devient le nouvel opérateur français aux côtés d'Orange, de SFR et de Bouygues Télécom. Annonce officielle par l'Autorité de régulation des Télécoms (Arcep).

Report à Kourou. Le lancement de la fusée Ariane 5, qui doit emporter le satellite d'observation militaire Hélios 2B, a été de nouveau reporté quelques minutes avant le tir. « *Deux comptes rendus incohérents* » se sont manifestés cinq minutes et treize secondes avant le lancement, interdisant le tir. La prochaine date de lancement doit être fixée dans les heures qui viennent par Arianespace. Ce lancement, le septième réalisé par Ariane 5 depuis la base de Kourou en 2009, avait été reporté une première fois le 9 décembre à la suite de la détection d'une fuite sur le lanceur.

CARNET

Sports

GASQUET blanchi. Le tennisman français a été disculpé par le Tribunal arbitral du sport (Tas), qui a jugé que le contrôle positif à la cocaïne subi en mars était dû à une contamination involontaire.

Les Handballeuses françaises en finale du championnat du monde, en battant l'Espagne 27 à 23. Elles affronteront la Norvège ou la Russie ce dimanche.

Nominations

Franck RIESTER, député (UMP) de Seine-et-Marne, coprésident du Club parlementaire sur l'avenir de l'Audiovisuel et des médias, devrait être nommé membre du Collège de la Hadopi par le président de l'Assemblée nationale.

Mathilde OLIVEAU, jusqu'alors responsable de la communication à la Médiation du crédit aux entreprises à Bercy, devient conseiller au cabinet du Président de l'Assemblée nationale.

Catherine RAY, porte-parole du commissaire européen sortant chargé des sciences et de la recherche, devrait être nommée porte-parole d'Andris PIEBALGS, nouveau commissaire européen au Développement.

Lorraine TOURNYOL du CLOS, jusqu'alors chargée de mission à la direction de la planification de sécurité nationale place Beauvau, rejoint l'équipe de Bernard BAJOLET, coordonnateur national du renseignement à la présidence de la République.

Pierre SIMUNEK, jusqu'alors conseiller pour les affaires intérieures à la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne à Bruxelles, devient sous-préfet de Lannion.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr